

JEAN LEONETTI

FRONT DÉMOCRATIQUE

présenté par le

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.



MARCEL THEVENET

Je suis un ancien parlementaire Socialiste. J'ai servi loyalement la IVe République — et j'en suis fier — pendant plus de 13 ans, aux postes de travail et de responsabilités qui m'ont été confiés en qualité de membre élu des Commissions des Affaires Etrangères, de la Marine Marchande et des Pêches, de l'Intérieur et de la France d'Outre-Mer. Rapporteur du statut de l'Algérie en 1947, et de la loi du 5 août 1956, relative à l'intégration dans les cadres métropolitains des Agents des Services Publics du Maroc et de la Tunisie. Enfin, j'ai été Secrétaire du Conseil de la République et Vice-Président des Commissions des Affaires Etrangères du Sénat. Je n'en ai retiré ni fortune, ni privilèges. Je n'ai pas à plaider coupable.

Des historiens impartiaux se penchent déjà sur le bilan de la IVe République. Ils nous disent que ce n'est pas l'U.N.R. qui a relevé la France de la ruine, mais bien l'exécution et la réussite, grâce à l'effort et aux sacrifices des travailleurs, des plans successifs élaborés depuis le premier plan Monnet.

La S.N.C.F., l'E.D.F., AIR FRANCE, SACLAY, TANCARVILLE... ne sont pas des réalisations U.N.R., mais l'œuvre des travailleurs français. Ce n'est pas l'U.N.R. non plus qui a conçu et mis en chantier le grand espoir européen. Enfin, ce n'est pas non plus l'U.N.R. qui a fait la Paix en Algérie. C'est vous qui l'avez imposée.

Dressons donc un bilan honnête et équitable de la IVe République et reconnaissons que ce bilan a été plus économique et social que politique. Précisément, en matière politique, le R.P.F. — prédécesseur de l'U.N.R. — en provoquant des crises successives, en s'alliant aux partis extrémistes, a saboté le fonctionnement de cette IVe République dont je n'ai pas la nostalgie. La faiblesse de la IVe République a résulté d'une trop grande liberté dont les partis extrémistes ont abusé.

Mais allons-nous, demain, tomber dans l'excès inverse et compromettre dangereusement l'équilibre des institutions ? Les banquiers, les technocrates, les courtisans du nouveau « Système » vous proposent aujourd'hui un monarque Président ! Vous aurez demain un monarque tout court, si vous leur apportez vos voix les 18 et 25 novembre prochain.

Halte à l'irresponsabilité civique sous prétexte d'efficacité ou de sentimentalisme ! Faites, en masse, contrepoids à la menace de dictature qui se pare des plumes d'une fausse rénovation.

Sans démagogie, le Parti Socialiste vous convie à sauvegarder vos conquêtes et à en préparer de nouvelles. Ce Parti de « Jadis », comme dit qui vous savez, est le Parti de tous les travailleurs, celui des ouvriers, artisans, employés, fonctionnaires, commerçants, paysans. — Il a besoin de vous, vous avez besoin de lui.

En même temps que je sollicite vos suffrages, je vous demande de voter également pour mon camarade et ami

MARCEL THEVENET

vieux militant Socialiste, Secrétaire de la XIe Section et ancien Secrétaire de Syndicat F.O. de la R.A.T.P. — bien connu et estimé de vous tous pour l'action qu'il n'a cessé de mener au service des travailleurs Parisiens.

JEAN LEONETTI

Inspecteur Honoraire des Beaux-Arts

né le 2 Janvier 1899, à Propriano (Corse) - Marié, père de 3 enfants
Ancien Député - Ancien Sénateur - Ancien Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères au Sénat - Ancien Combattant 1914-1918 - Révoqué en 1940 par le Gouvernement de Vichy - Responsable d'un groupe de Résistance avant le débarquement Allié en Afrique du Nord - Membre du Comité Directeur de la France Combattante au Maroc - Ancien Vice-Président de la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires du Maroc.

MARCEL THÉVENET

né le 9 Décembre 1906, à Paris
Membre du Parti depuis 1930
Secrétaire de la Section du 11e Arrt.
Retraité R.A.T.P.
Ancien Secrétaire du
Syndicat Général F.O. de la R.A.T.P.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. — 59-61, rue La Fayette, PARIS (9e)

— UN PROGRAMME
— UN GOUVERNEMENT
— UNE LÉGISLATURE

Le 18 Novembre, vous allez voter pour élire une nouvelle Assemblée Nationale.

Il dépend de vous :

— que celle-ci ne ressemble ni à celle qui vient d'être dissoute, ni à celle qui l'a précédée.
— que le pays ne retombe pas dans l'instabilité gouvernementale et ne demeure pas au pouvoir d'un seul homme.

LA DIVISION

L'initiative du Chef de l'Etat, en imposant au pays le dernier référendum, est notamment condamnable parce qu'elle a conduit à la division des Français. La menace d'un départ du Président de Gaulle a faussé le résultat du référendum. Elle lui a donné un caractère plébiscitaire.

Au-delà de ce caractère plébiscitaire, une partie des Français, en votant OUI, a marqué son souci de stabilité ; en votant NON, l'autre partie a manifesté sa crainte du régime personnel.

L'UNION

Pour répondre à ce double souci, le PARTI SOCIALISTE fait appel à tous les Républicains afin d'assurer pendant la durée de la nouvelle Assemblée la continuité gouvernementale.

A la division dans laquelle le pays a été plongé par une décision menaçante pour les libertés, il oppose un pacte d'union qui fait dès maintenant l'objet d'un engagement solennel entre les dirigeants des quatre grandes formations démocratiques de notre pays.

LE PROGRAMME

GOUVERNEMENT DE LEGISLATURE : sur la base d'un contrat entre la majorité parlementaire et le gouvernement. En cas de crise, dissolution automatique de l'Assemblée.

EQUILIBRE DES POUVOIRS : le gouvernement gouverne. Le parlement contrôle et fait la loi que le gouvernement applique.

OBJECTIVITE DE L'INFORMATION : garantie de l'utilisation équitable de la radio-télévision d'Etat par les différentes tendances de l'opinion.

PLAN SOCIAL LIE AU PLAN ECONOMIQUE : rapport constant entre l'expansion économique et la croissance du niveau de vie (salaires, retraites, pensions, etc...) et les conditions d'existence (logement, équipement social, loisirs).

DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT : pour offrir à tous les jeunes la possibilité d'accéder aux enseignements technique et supérieur.

AUGMENTATION DES CREDITS POUR LA JEUNESSE : éducation physique, sports et loisirs populaires.

CONSTRUCTION EUROPEENNE : Création d'une Europe politique unie.

PRESENCE ACTIVE DE LA FRANCE aux Organismes internationaux (O.N.U., O.T.A.N., etc.) en vue de maintenir la liberté dans le monde et d'obtenir un désarmement général garantissant une paix durable.

ENGAGEMENT SOLENNEL entre les membres de la coalisation, de régler leurs désaccords en les soumettant à l'ensemble des citoyens qui trancheront par les moyens démocratiques prévus par la Constitution (Débats parlementaires, Elections ou Référendum).

Les Candidats du **FRONT DÉMOCRATIQUE**

présentés par le PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

prennent l'engagement solennel de respecter ce programme qu'ils considèrent comme un contrat entre eux et le corps électoral.